

General Electric envisage jusqu'à 470 suppressions de postes en France

Source AFP - Publié en ligne le 22 janvier 2019

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0600564725339-general-electric-envisage-jusqua-470-suppressions-de-postes-en-france-2238489.php>



Pour l'entité Alstom Power System, le plan de rupture conventionnelle collective est complété par un « projet seniors » qui concerne l'ensemble des établissements et les 1.844 emplois en CDI - JEAN-PIERRE CLATOT/AFP

Selon les syndicats, la direction souhaite enregistrer les premiers départs dès avril. L'entité Alstom Power System serait la plus touchée.

C'est désormais officiel : General Electric a prévu de supprimer jusqu'à 470 postes en France. Pour l'essentiel, il devrait s'agir de ruptures conventionnelles collectives, un dispositif instauré par les ordonnances Macron de septembre 2017, a précisé à l'AFP une source syndicale.

Sont ainsi concernés 149 postes chez Power Conversion France, 90 chez Grid et 229 (dont 146 à Belfort) chez Alstom Power System. Seul le siège du groupe, installé à Boulogne-Billancourt, n'est pas concerné par cette réduction d'effectifs.

Interrogée par l'AFP, la direction de la communication de GE, à Belfort, a confirmé l'ouverture de ces négociations, se refusant à tout autre commentaire. « GE procède actuellement à une revue de ses activités pour s'assurer qu'elles sont les mieux à même de répondre aux réalités du marché et permettre leur succès à long terme ».

Demande d'embauches par les syndicats

« Dans cet esprit, GE a entamé des discussions avec les représentants du personnel d'APS (Alstom Power Systems) sur la faisabilité d'un plan de départs volontaires dans le cadre d'une rupture conventionnelle collective », a poursuivi la direction de la communication de GE, précisant ne pas être « en mesure de partager plus d'informations à ce stade ».

Les Echos

Dans un tract commun, la CFDT et la CFE-CGC d'Alstom Power System ont expliqué s'inquiéter des « conséquences des réductions d'effectifs sur la continuité des activités, sur le maintien des compétences et des expertises » et demandent des embauches pour compenser ces éventuelles pertes de compétences.

Pour l'entité Alstom Power System, le plan de rupture conventionnelle collective est complété par un « projet seniors » qui concerne l'ensemble des établissements et les 1.844 emplois en CDI. Les 229 postes visés le sont donc à travers les deux dispositifs de départs.

Un plan social pas écarté

La CGT demande quant à elle « un plan ambitieux d'embauches avec la mise en place de tutorats de façon à remettre la pyramide des âges à l'endroit ». De source syndicale, le dispositif de rupture conventionnelle collective n'écarte en rien la possibilité d'un plan social ultérieur.

Les négociations ont été ouvertes dès décembre pour l'entité Power System. Une première réunion s'est déroulée la semaine dernière à Boulogne-Billancourt pour Alstom Power System qui doit être suivie par d'autres rendez-vous chaque semaine, avec, selon les syndicats, une volonté de la direction d'enregistrer les premiers départs dès avril.

Source AFP